

## Edito

# Construire des solidarités est possible

Et dire que pendant des semaines et des mois, on (comprenez la droite) a glosé sur les dissensions au sein de la gauche, là où il ne fallait voir que des hommes et des femmes qui exprimaient des avis différents de leurs dirigeants. Des "frondeurs" qui voulaient juste que leur parti reprenne le droit chemin, c'est -à-dire, vire à gauche. On a glosé aussi sur "la gauche la plus bête du monde" comme l'a écrit en son temps Jean Dutour. C'était il y a plus de 30 ans, mais encore totalement d'actualité. Et puis depuis quelques temps, on se dit que tout ceci n'était que de la roupie de sansonnet. Car c'était oublier la droite. Qui peut faire encore plus fort. Beaucoup plus fort. Pour en arriver à un tel niveau de bêtise, il fallait une peinture. Aucun doute, ils ont trouvé leur chef. Un chef qui continue à avoir le soutien de son parti même si de nombreux élus LR ont d'ores et déjà quitté le navire. A se demander de quel dossier explosif il dispose pour être ainsi maintenu à la tête du paquebot en plein naufrage et alors que ceux qui sont à ses côtés savent qu'ils vont couler avec lui. Ça doit être du lourd. Du très lourd. Non, vraiment pour faire plus fort, il va falloir se lever de bonne heure. Et quand on parle de la droite la plus bête du monde, on pèse nos mots. Pas comme ces fillonistes de la première heure, qui ont, parions-le, participé à la manif anti-mariage pour tous, et qui expliquaient sur les ondes de France Inter, au lendemain de la fillonmanif qu'il fallait « un ministre de la communication qui soit capable de virer Laurent Ruquier rapidement ». Étonnement du journaliste qui demande ce que vient faire l'animateur dans cette histoire. Réponse du manifestant énervé : « Parce qu'il fait de la propagande homosexuelle sur France 2 le samedi soir ». Et sa voisine de renchérir avec des propos tout aussi homophobes destinés cette fois à Emmanuel Macron. La plus bête du monde on vous dit. Et homophobe en plus. Manquerait plus qu'elle soit raciste...

La décision de la Maire de Calais d'interdire aux bénévoles humanitaires de distribuer des repas (gratuits) aux migrants à la rue, fait parler. Elle anime les discussions, mais surtout marque une rupture avec l'expression « traiter avec humanité » que la vice-présidente de la Région conjugue à tous les temps.

Jacky Hénin a réagi immédiatement et nous nous sommes associés à son « coup de gueule ». Un positionnement difficile dans un contexte calaisien particulièrement marqué par la question migratoire. Un contexte qui est utilisé par les extrémistes de droite pour véhiculer leurs idées malsaines. « Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose » servait aux Nazis pour nier leurs exactions, masquer leurs véritables ambitions, détruire leurs adversaires ! Si nous n'en sommes pas encore là aujourd'hui, il convient néanmoins de considérer que les contre-vérités qui sont mises en avant, sont autant de mauvais coups pour dénigrer, tromper, exciter des réactions négatives...

Comme par exemple : « on sert les étrangers, quand nos pauvres et nos SDF sont dans la merde..., il n'y a que des hommes, on dit qu'ils ont fui la guerre, mais alors ce sont des lâches..., ils sont tous plus riches que nous... ». On ne s'en rend pas forcément compte, mais ces propos peuvent avoir un impact particulièrement lourd sur les plus fragiles. Alors régulièrement il importe de rétablir la vérité. Ceux qui, dans notre pays, sont à la rue, peuvent (ça n'est pas du tout suffisant) percevoir le RSA, ont droit aux



La maire de Calais a pris un arrêté qui empêche les associations de distribuer des repas aux migrants. Acceptable ou condamnable ?

soins, peuvent obtenir des nuits d'hébergement... Aider les autres qui n'ont droit à aucune de ces mesures, ne retire rien aux Français dans la souffrance. Ça n'est pas encore suffisant et c'est pourquoi nous voulons éradiquer la pauvreté, donner à chacun la possibilité d'avoir un emploi bien rémunéré..., pour vivre une vie digne. Dire que ceux qui sont arrivés ici « sont des lâches qui ont tout abandonné » est révoltant. Parce que justement pour tout abandonner, partir à des milliers de kilomètres essayer de trouver un meilleur avenir pour sa famille, requiert beaucoup de courage. Ne pas pouvoir se laver, ne pas avoir à manger tous les jours, risquer d'être volé ou exploité par les passeurs, dormir dans les pires conditions, subir le froid, la pluie, prendre des coups des différentes polices... oui cela demande du courage. Sûre-

ment plus que pour rester allongé dans son canapé à regarder la télévision, jouer le tartarin en insultant les fainéants de fonctionnaires ou les salops de grévistes qui bloquent les routes... Dire qu'ils sont tous plus riches, participe à nier la réalité. Si quelques-uns ont de l'argent c'est qu'ils ont tout vendu pour vivre l'utopie du bonheur anglais. La plupart n'ont rien, et sont particulièrement reconnaissants à ceux qui les aident. Si ce type de remarque peut faire mal et doit être combattu avec force, il est d'autres remarques qui doivent être portées à la connaissance de tous. Le journal *La Voix du Nord* (journal du samedi 4 février 2017) est allé interroger des représentants du monde économique installés zone des Dunes, prenez connaissance de leurs propos :

Suite p 2

## Le dessin



## On y pense

Vous pouvez noter que les permanences des élus Communistes et Républicains ont lieu les mardi, jeudi et vendredi après-midi de 14 h 30 à 18 h.

Pour toute rencontre particulière, une demande de rendez-vous est préférable en appelant à ces mêmes heures au 03 21 36 39 79.

Permanence au  
194-196 Bd de l'égalité à Calais



## En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

### Mouvement de grogne à la Vie Active

Nous l'avions écrit à l'époque, les fermetures du centre Jules-Ferry et du centre d'accueil provisoire pour les migrants menaceraient à terme un nombre non négligeable d'emplois. Le nombre est aujourd'hui connu. Il aurait dû être de 110 mais 15 salariés ayant été reclassés par l'association vie active en interne, c'est 95 femmes et hommes qui seront privés d'emplois.

Là « où le bât blesse », c'est que pour licencier un tel nombre de salariés, il importe de respecter des règles particulières et notamment la mise en place d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Dans un PSE, il est obligatoire de mettre en place des critères : ancienneté, âge, nombre d'enfants... Or, la vie active étant une seule et même entité (qui représente 3500 salariés dans le département), tous les salariés pourraient être concernés.

D'où la crainte d'un certain nombre d'entre eux de devoir laisser leurs places en fonctions des critères. Crainte qu'ils ont tenu à exprimer.

Une affaire assurément à suivre.

### Calais Chimie, gros mécontentement

Les syndicats n'ont pas le même avis sur tout, mais en ce qui concerne les craintes pour l'avenir et les retards à l'allumage pour les investissements il y a partage de vues.

C'est le syndicat FO qui est à l'initiative d'une semaine d'action qui se traduit par des débrayages quotidiens. Les revendications tiennent à la fois au non-respect des engage-



En novembre 2013, les salariés manifestaient déjà pour défendre leurs emplois.

ments pris en matière d'investissements, mais également au refus de la direction d'assumer sa responsabilité sociale d'employeur, à la suppression de primes... Ainsi est évoqué le non-respect de l'organisation des élections professionnelles, le refus de donner au CE les moyens de son existence...

Du déjà-vu. Dans combien de cas a-t-on vu l'employeur jouer la montre pour empêcher les salariés de défendre leurs droits. Reste que l'entreprise qui n'était pas particulièrement costaud, a été un peu plus fragilisée par un résultat négatif à hauteur de plusieurs millions d'euros. Espérons simplement qu'une situation plus complexe ne soit pas cachée aux salariés.

### Héroïc Land

Malheureusement pas de grandes nouvelles si ce n'est que les études avancent bien. Une enquête publique aura également lieu en mairie de Calais du 7 mars au 8 avril.



Illustration tirée du site d'Héroïc Land.

Si vous souhaitez avoir des renseignements sur les contraintes environnementales, sur les conditions de rejet des eaux pluviales, sur les bouleversements attendus par la réalisation de parking de plusieurs milliers de places... alors vous pouvez vous rendre en mairie. Si par contre vous auriez souhaité savoir qui compte investir, et si le temps n'est pas loin où l'ensemble des fonds seront réunis, là vous pouvez rester chez vous.

Nada, rien, que dalle. Annoncés pour début 2016, puis fin 2016, les investisseurs sont à ce jour toujours inconnus.

Quant à savoir à quoi pourront bien servir toutes les études si le projet ne se fait pas, là nous ne serions trop vous conseiller que de vous adresser à madame le maire.

Suite de la p1

*Gressier et fils : « Ils ne nous embêtent pas »*  
Carole Gressier, de l'entreprise Gressier et fils (bobinage, maintenance électrique), « voit tous les jours des migrants ramper pour tenter de monter dans les camions, à la station-essence ». Elle est située rue des Verrotières, là où Utopia 56 organisait ses distributions avant que la Ville ne prenne son arrêté, jeudi (lire ci-dessous). La responsable est formelle : « Les migrants ne nous embêtent pas. Nous n'avons pas de retour du personnel non plus ». Carole Gressier est persuadée que les réfugiés vont revenir de plus en plus à Calais, avec la fin de la « trêve hivernale » Après avoir vécu plusieurs années de « cohabitation » avec eux, la chef d'entreprise se montre compréhensive à leur égard : « C'est sûr qu'il ne faudrait pas qu'ils se réinstallent, mais à leur place, on ne sait pas ce qu'on ferait. »

*Atelier Bobinage Maintenance Calais (ABMC) :*

« Des déchets dans ma cour »  
Responsable d'ABMC, située elle aussi rue des Verrotières, Christophe Adelé raconte s'être énervé il y a quelques jours : « Les gobelets et les déchets des distributions de repas finissent dans ma cour. » Hormis ce désagrément, il reconnaît qu'ABMC n'est « pas embêtée directement ». Mais il ne se fait pas d'illusions : « On a eu un peu de répit après le démantèlement, mais ça recommence : ça court dans tous les sens, c'est le jeu du chat et de la souris avec les CRS. » Parmi les migrants, Christophe Adelé a observé « beaucoup de gamins et de femmes » : « Ils dorment sur place, je les vois avec leur duvet sur le dos. » Il s'inquiète surtout de n'avoir aucun retour au sujet de son dossier d'indemnisation : « J'appelle la sous-préfecture, mais on ne me répond rien. Moi, j'ai des investissements en cours, j'ai besoin de rassurer mes banques et je voudrais connaître l'état d'avancement de mon dossier ! »

*Autocars Portal : « Il faut rester humain »*

Guy Portal, dont la société se situe chemin du Pont-Trouille, se demande si l'interdiction des repas aux migrants est une bonne idée : « Il faut rester humain ». Il pense que si la situation se complique pour les migrants, elle se compliquera pour les entreprises aussi : « Au bout d'un moment, ils auront besoin d'eau et ils viendront se servir chez nous, comme ils l'ont déjà fait par le passé. » Pour ce responsable, une prise en charge des migrants est nécessaire : « On ne peut pas laisser les gens comme ça, sans rien ».

Un autre témoignage était plus négatif, mais parlait essentiellement d'atteinte à l'image de marque et était surtout anonyme. Nous ne l'avons pas repris.

Si nous avons repris ces propos dans leur intégralité, c'est parce qu'ils montrent bien que si les problèmes sont bien réels, la compréhension est évidente.

Merci, à ces Calaisiens de regarder les difficultés avec intelligence et humanité. Un mot dont on sait aujourd'hui qu'il n'a pas la même signification pour tous.

## Coup de griffe

### ➤ Le commerce va mal

On ne compte plus le nombre de commerces qui ferment leurs portes. Un mouvement qui semble s'être particulièrement accéléré ces derniers temps. Même ceux qui croyaient encore à un emplacement privilégié, dans une ancienne maison... en ont été victimes. C'est le cas de la « Baguettine » (en face du lycée Berthelot) aujourd'hui en liquidation judiciaire, où l'investisseur a tout perdu. C'est le cas de tant d'autres commerces qui se demandent si demain ils seront toujours là. Certains s'interrogent même franchement sur l'intérêt que leur porte la municipalité.

Rassurons-nous, on nous annonce un plan pour le commerce local. Trop tard en tout cas pour ceux qui ont déjà mis la clé sous la porte : Etam, 1,2,3, MS Mode, Style et son voisin... (voir photo) Entre autres et rien que pour le Boulevard Lafayette. Et on peut craindre le pire pour Mim si l'on en croit les affichettes collées sur les vitrines...

